



C.PCT 829
-211/41

Le 28 février 2002

Madame,
Monsieur,

Après consultation – conformément à la règle 89.2.b) du règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) – des offices de propriété industrielle en leurs qualités d'offices récepteurs, d'administrations chargées de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international ou d'offices désignés ou élus, ainsi que de certaines organisations non-gouvernementales, les formulaires suivants ont été modifiés comme proposé dans la circulaire C.PCT 818, du 7 janvier 2002, sous réserve des modifications additionnelles résultant de ladite consultation et soulignées ci-après (les modifications de nature purement rédactionnelle et les modifications mineures ne sont pas mentionnées).

On a harmonisé, dans les formulaires dont la liste figure ci-après, les portions de texte modifiées visant à alerter les déposants que différents délais sont applicables pour l'ouverture de la phase nationale :

1. Texte intitulé "ATTENTION"

- Notification relative à la transmission de la demande d'examen préliminaire international au Bureau international ou à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/RO/153)
- Invitation à indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/RO/154)

/...

- Notification indiquant qu'une demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (PCT/RO/155)
- Notification relative à la transmission de la demande d'examen préliminaire international au Bureau international ou à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/ISA/234)
- Invitation à indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/ISA/235)
- Notification indiquant qu'une demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (PCT/ISA/236)
- Notification de réception d'une déclaration visant des élections ultérieures (PCT/IB/329)
- Invitation à indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/IB/367)
- Notification relative à la transmission de la demande d'examen préliminaire international à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/IB/368)
- Notification indiquant qu'une demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (PCT/IB/369)
- Notification de la réception de la demande d'examen préliminaire international par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/IPEA/402)
- Notification indiquant que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (PCT/IPEA/407)
- Notification relative à la transmission de la demande d'examen préliminaire international au Bureau international ou à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/IPEA/436)
- Notification indiquant que certaines élections sont considérées comme n'ayant pas été faites (PCT/IPEA/439)
- Invitation à indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (PCT/IPEA/442)
- Notification de l'administration non compétente chargée de l'examen préliminaire international indiquant qu'une demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (PCT/IPEA/444).

2. Texte intitulé “Rappel”

- Notification de transmission du rapport de recherche internationale ou de la déclaration (PCT/ISA/220) – les notes d’accompagnement restant inchangées
- Notification indiquant que la déclaration visant des élections ultérieures est considérée comme n’ayant pas été présentée ou qu’une election ultérieure est considérée comme n’ayant pas été faite (PCT/IB/334).

3. Texte intitulé “DÉLAIS”

- Avis informant le déposant de la communication de la demande internationale aux offices désignés (PCT/IB/308).

4. Texte intitulé “Effet de la date de réception des corrections sur la date de l’élection ultérieure”

- Invitation à corriger des irrégularités dans la déclaration visant des élections ultérieures (PCT/IB/333)
- Invitation à corriger des irrégularités dans la demande d’examen préliminaire international (PCT/IPEA/404) – l’annexe restant inchangée.

5. Texte intitulé “Renseignements concernant l’ouverture de la phase nationale”

- Annexe de la Notification de la réception de l’exemplaire original (PCT/IB/301)

De plus, le Bureau international a saisi l’occasion des changements en cours pour introduire les modifications suivantes, qui n’ont pas fait l’objet de consultation, mais qui visent soit à corriger des omissions, soit à ajouter des renseignements utiles :

- *(en français seulement)* Formulaire PCT/RO/153 : les mots “au Bureau international ou”, qui manquaient dans le titre, ont été ajoutés
- *(en français seulement)* Formulaire PCT/RO/155 : le cadre prévu pour l’insertion de la date d’expédition du formulaire, qui manquait dans la version antérieure, a été ajouté
- Formulaire PCT/ISA/220 : le texte figurant sous “Quand” a été raccourci
- *(en français seulement)* Formulaire PCT/ISA/234 : les mots “au Bureau international ou”, qui manquaient dans le titre, ont été ajoutés

- Formulaire PCT/IB/301 (annexe) : sous “Confirmation des désignations faites par mesure de précaution”, on a ajouté quelques mots afin de clarifier qu’aucune prorogation de délai n’est possible
- Formulaire PCT/IB/333 : la modification n’affecte que la version anglaise.

Bien que l’on ait demandé aux offices et aux administrations de donner leur avis quant à la modification d’un paragraphe des Notes du formulaire de demande d’examen préliminaire international, la page 1 modifiée desdites Notes n’est pas jointe à la présente parce qu’il semble plus approprié de l’inclure dans la mise à jour habituelle du formulaire dans son ensemble, c’est-à-dire en juillet 2002, afin d’éviter de traiter toutes les pages du formulaire alors qu’une seule page des Notes est affectée par les changements en cours.

Disponibilité des formulaires modifiés

Un addendum à chacune des quatre parties des formulaires du PCT (annexe A des Instructions administratives du PCT) — première partie (formulaires concernant l’office récepteur), deuxième partie (formulaires concernant l’administration chargée de la recherche internationale), troisième partie (formulaires concernant le Bureau international) et quatrième partie (formulaires concernant l’administration chargée de l’examen préliminaire international) — contenant les formulaires modifiés mentionnés ci-dessus, en vigueur à compter d’avril 2002, est joint à la présente.

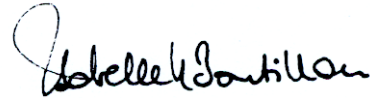
Les versions mises à jour, en français et en anglais, des formulaires sont disponibles sur demande.

Les offices et les administrations qui utilisent des langues autres que le français et l’anglais sont invités à établir eux-mêmes les formulaires dont ils ont besoin dans ces autres langues en tenant dûment compte des dispositions de l’instruction administrative 102.

À compter d’avril 2002, seules les versions mises à jour des formulaires devraient être utilisées. Lorsqu’un office ou une administration n’est pas en mesure d’utiliser ces versions à compter de cette date, les anciens formulaires

peuvent être utilisés dans la mesure où ils sont toujours applicables ou sous réserve des adjonctions ou corrections nécessaires.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



pour: Francis Gurry
Sous-directeur général

Pièces jointes : Addendum à la première partie de l'annexe A
des Instructions administratives du PCT
dans la ou les langue(s) suivantes :

français anglais

Addendum à la deuxième partie de l'annexe A
des Instructions administratives du PCT
dans la ou les langue(s) suivantes :

français anglais

Addendum à la troisième partie de l'annexe A
des Instructions administratives du PCT
dans la ou les langue(s) suivantes :

français anglais

Addendum à la quatrième partie de l'annexe A
des Instructions administratives du PCT
dans la ou les langue(s) suivantes :

français anglais

FORMULAIRES DU PCT

(Annexe A des Instructions administratives du PCT)

ADDENDUM À LA PREMIÈRE PARTIE

Formulaires concernant l'office récepteur

Le présent addendum comporte certains formulaires qui ont été modifiés
et sont en vigueur à compter d'avril 2002

**LISTE DES FORMULAIRES CONCERNANT
LES OFFICES RÉCEPTEURS
(en vigueur à compter d'avril 2002)**

<i>Numéro du formulaire</i>	<i>Titre du formulaire</i>	<i>Dispositions auxquelles le formulaire se réfère</i>
PCT/RO/153	NOTIFICATION RELATIVE À LA TRANSMISSION DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL AU BUREAU INTERNATIONAL OU À L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règle 59.3.a) et f) et instruction administrative 334 du PCT
PCT/RO/154	INVITATION À INDIQUER L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règle 59.3.f) et instruction administrative 334 du PCT
PCT/RO/155	NOTIFICATION INDIQUANT QU'UNE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL EST CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE	règle 59.3.d) et f) du PCT

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'OFFICE RÉCEPTEUR

Destinataire :

PCT

NOTIFICATION RELATIVE À LA TRANSMISSION
DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL AU BUREAU INTERNATIONAL OU
À L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

(règle 59.3.a) et f) et
instruction administrative 334 du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale n°

Date du dépôt international (jour/mois/année)

Date de priorité (jour/mois/année)

Déposant

1. L'office récepteur a **reçu**, le _____ (date de réception)
une demande d'examen préliminaire international pour la demande internationale.

2. Il est **notifié** au déposant que :

l'office récepteur a **transmis la demande d'examen préliminaire international au Bureau international** qui soit la transmettra directement à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international et en informera le déposant, soit invitera le déposant à indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international à laquelle ladite demande d'examen doit être transmise.

l'office récepteur a **transmis la demande d'examen préliminaire international directement à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international** qui est :

3. La date de réception indiquée plus haut a été apposée sur la demande d'examen préliminaire international; **celle-ci, conformément à la règle 59.3.e), sera considérée comme ayant été reçue à cette date par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.**

ATTENTION : Cette date de réception est **postérieure** à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, la demande d'examen préliminaire international n'a pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

(Le cas échéant) La présente notification confirme les renseignements donnés par téléphone, par télécopie ou lors d'une entrevue le : _____

4. Une copie de la présente notification a été envoyée au Bureau international ou à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international indiquée plus haut, selon le cas.

Nom et adresse postale de l'office récepteur

Fonctionnaire autorisé

n° de télécopieur

n° de téléphone

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'OFFICE RÉCEPTEUR

PCT

INVITATION À INDIQUER L'ADMINISTRATION
COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

(règle 59.3.f) et
instruction administrative 334 du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition <i>(jour/mois/année)</i>

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	DÉLAI DE RÉPONSE 15 jours à compter de la date d'expédition indiquée ci-dessus ou 19 mois à compter de la date de priorité, le délai expirant en dernier devant s'appliquer
---	--

Demande internationale n°	Date du dépôt international <i>(jour/mois/année)</i>	Date de priorité <i>(jour/mois/année)</i>
---------------------------	--	---

Déposant

1. L'office récepteur a **reçu** le _____ *(date de réception)*
une demande d'examen préliminaire international pour la demande internationale.

2. Le déposant est **invité**, dans le délai indiqué plus haut, à **indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international** à laquelle la demande d'examen préliminaire international doit être transmise (règle 59.3.c)ii).

En cas d'absence de réponse à la présente invitation dans le délai indiqué plus haut, l'office récepteur déclarera que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (règle 59.3.d)).

3. La date de réception indiquée plus haut a été apposée sur la demande d'examen préliminaire international; **à condition que le déposant réponde à la présente invitation dans le délai indiqué plus haut, la demande d'examen préliminaire international, conformément à la règle 59.3.e), sera considérée comme ayant été reçue à cette date par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.**

ATTENTION : Cette date de réception est **postérieure** à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, la demande d'examen préliminaire international n'a pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

(Le cas échéant) La présente notification confirme les renseignements donnés par téléphone, par télécopie ou lors d'une entrevue le : _____

Nom et adresse postale de l'office récepteur	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'OFFICE RÉCEPTEUR

PCT

Destinataire :

NOTIFICATION INDIQUANT QU'UNE
DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL EST CONSIDÉRÉE
COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE

(règle 59.3.d) et f) du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale n°

Date du dépôt international
(jour/mois/année)

Déposant

1. Il est notifié au déposant que **l'office récepteur déclare que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée** étant donné que le déposant n'a pas fourni dans le délai mentionné dans l'invitation (formulaire PCT/RO/154) l'indication relative à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international à laquelle ladite demande d'examen aurait dû être transmise.
2. Par conséquent, l'office récepteur **remboursera** au déposant toute somme versée en ce qui concerne la demande d'examen préliminaire international.
3. **ATTENTION**
Puisque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée, elle n'a pas pour effet—en ce qui concerne certains offices—de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

Nom et adresse postale de l'office récepteur

Fonctionnaire autorisé

n° de télécopieur

n° de téléphone

FORMULAIRES DU PCT

(Annexe A des Instructions administratives du PCT)

ADDENDUM À LA DEUXIÈME PARTIE

Formulaires concernant l'administration chargée de la recherche internationale

Le présent addendum comporte certains formulaires qui ont été modifiés
et sont en vigueur à compter d'avril 2002

**LISTE DES FORMULAIRES CONCERNANT
LES ADMINISTRATIONS CHARGÉES
DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
(en vigueur à compter d'avril 2002)**

<i>Numéro du formulaire</i>	<i>Titre du formulaire</i>	<i>Dispositions auxquelles le formulaire se réfère</i>
PCT/ISA/220	NOTIFICATION DE TRANSMISSION DU RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE OU DE LA DÉCLARATION	règle 44.1) du PCT
PCT/ISA/234	NOTIFICATION RELATIVE À LA TRANSMISSION DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL AU BUREAU INTERNATIONAL OU À L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règle 59.3.a) et f) et instruction administrative 516 du PCT
PCT/ISA/235	INVITATION À INDIQUER L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règle 59.3.f) et instruction administrative 516 du PCT
PCT/ISA/236	NOTIFICATION INDIQUANT QU'UNE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL EST CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE	règle 59.3.d) et f) du PCT

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
LA RECHERCHE INTERNATIONALE

PCT

NOTIFICATION DE TRANSMISSION DU
RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE
OU DE LA DÉCLARATION

(règle 44.1 du PCT)

Destinataire :	Date d'expédition (jour/mois/année)
Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE À DONNER voir les paragraphes 1 et 4 ci-après
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)
Déposant	

1. Il est notifié au déposant que le rapport de recherche internationale a été établi et lui est transmis ci-joint.
- Dépôt de modifications et d'une déclaration selon l'article 19 :**
Le déposant peut, s'il le souhaite, modifier les revendications de la demande internationale (voir la règle 46) :
- Quand?** Le délai dans lequel les modifications doivent être déposées est de deux mois à compter de la date de transmission du rapport de recherche internationale.
- Où?** Directement auprès du Bureau international de l'OMPI, 34, chemin des Colombettes
1211 Genève 20, Suisse, n° de télécopieur : (41-22) 740.14.35 n° de télécopieur : (41-22) 740.14.35
- Pour des instructions plus détaillées,** voir les notes sur la feuille d'accompagnement.
2. Il est notifié au déposant qu'il ne sera pas établi de rapport de recherche internationale et la déclaration à cet effet, prévue à l'article 17.2a), est transmise ci-joint.
3. **En ce qui concerne la réserve** pouvant être formulée, conformément à la règle 40.2, à l'égard du paiement d'une ou de plusieurs taxes additionnelles, il est notifié au déposant que
- la réserve ainsi que la décision y relative ont été transmises au Bureau international en même temps que la requête du déposant tendant à ce que le texte de la réserve et celui de la décision en question soient notifiés aux offices désignés.
- la réserve n'a encore fait l'objet d'aucune décision; dès qu'une décision aura été prise, le déposant en sera avisé.

4. Rappels

Peu après l'expiration d'un délai de **18 mois** à compter de la date de priorité, la demande internationale sera publiée par le Bureau international. Si le déposant souhaite éviter ou différer la publication, il doit faire parvenir au Bureau international une déclaration de retrait de la demande internationale, ou de la revendication de priorité, conformément aux règles 90bis.1 et 90bis.3, respectivement, avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale.

Dans un délai de **19 mois** à compter de la date de priorité, mais seulement en ce qui concerne certains offices désignés, le déposant doit présenter une demande d'examen préliminaire international s'il souhaite que l'ouverture de la phase nationale soit **reportée à 30 mois** à compter de la date de priorité (ou même au-delà dans certains offices); si tel n'est pas le cas, le déposant doit accomplir, dans un délai de **20 mois** à compter de la date de priorité, les démarches prescrites pour l'ouverture de la phase nationale auprès de ces offices désignés.

En ce qui concerne d'autres offices désignés, le délai de **30 mois** (ou plus) s'appliquera même si aucune demande d'examen préliminaire international n'est présentée dans le délai de 19 mois.

Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
LA RECHERCHE INTERNATIONALE

PCT

NOTIFICATION RELATIVE À LA TRANSMISSION
DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL AU BUREAU INTERNATIONAL OU
À L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

(règle 59.3.a) et f) et
instruction administrative 516 du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition
(jour/mois/année)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale n°

Date du dépôt international (jour/mois/année)

Date de priorité (jour/mois/année)

Déposant

1. L'Administration chargée de la recherche internationale a **reçu**, à la date indiquée ci-dessous, une demande d'examen préliminaire international pour la demande internationale : _____
(date de réception)

2. Il est **notifié** au déposant que :

l'administration a **transmis la demande d'examen préliminaire international au Bureau international** qui soit la transmettra directement à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international et en informera le déposant, soit invitera le déposant à indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international à laquelle ladite demande d'examen doit être transmise.

l'administration a **transmis la demande d'examen préliminaire international directement à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international** qui est :

3. La date de réception indiquée plus haut a été apposée sur la demande d'examen préliminaire international; **celle-ci, conformément à la règle 59.3.e), sera considérée comme ayant été reçue à cette date par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.**

ATTENTION : Cette date de réception est **postérieure** à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, la demande d'examen préliminaire international n'a pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

(Le cas échéant) La présente notification confirme les renseignements donnés par téléphone, par télécopie ou lors d'une entrevue le : _____

4. Une copie de la présente notification a été envoyée au Bureau international ou à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international indiquée plus haut, selon le cas.

Bureau international de l'OMPI
34, chemin des Colombettes
1211 Genève 20, Suisse

Fonctionnaire autorisé

n° de télécopieur (41-22) 740.14.35

n° de téléphone (41-22) 338.91.11

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
LA RECHERCHE INTERNATIONALE

Destinataire :

PCT

INVITATION À INDIQUER L'ADMINISTRATION
COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

(règle 59.3.f) et
instruction administrative 516 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire		Date d'expédition (jour/mois/année)
		DÉLAI DE RÉPONSE 15 jours à compter de la date d'expédition indiquée ci-dessus ou 19 mois à compter de la date de priorité, le délai expirant en dernier devant s'appliquer
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)
Déposant		

1. L'Administration chargée de la recherche internationale a **reçu**, à la date indiquée ci-dessous, une demande d'examen préliminaire international pour la demande internationale :

_____ (date de réception)

2. Le déposant est **invité**, dans le délai indiqué plus haut, à **indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international** à laquelle la demande d'examen préliminaire international doit être transmise (règle 59.3.c)ii).

En cas d'absence de réponse à la présente invitation dans le délai indiqué plus haut, l'administration déclarera que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (règle 59.3.d)).

3. La date de réception indiquée plus haut a été apposée sur la demande d'examen préliminaire international; **à condition que le déposant réponde à la présente invitation dans le délai indiqué plus haut, la demande d'examen préliminaire international, conformément à la règle 59.3.e), sera considérée comme ayant été reçue à cette date par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.**

ATTENTION : Cette date de réception est **postérieure** à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, la demande d'examen préliminaire international n'a pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

(Le cas échéant) La présente notification confirme les renseignements donnés par téléphone, par télécopie ou lors d'une entrevue le : _____

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes 1211 Genève 20, Suisse	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur (41-22) 740.14.35	n° de téléphone (41-22) 338.91.11

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
LA RECHERCHE INTERNATIONALE

Destinataire :

PCT

NOTIFICATION INDIQUANT QU'UNE
DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL EST CONSIDÉRÉE
COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE

(règle 59.3.d) et f) du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale n°

Date du dépôt international (jour/mois/année)

Date de priorité (jour/mois/année)

Déposant

1. Il est notifié au déposant que **l'administration chargée de la recherche internationale déclare que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée** étant donné que le déposant n'a pas fourni dans le délai mentionné dans l'invitation (formulaire PCT/ISA/235) l'indication relative à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international à laquelle ladite demande d'examen aurait dû être transmise.
2. Par conséquent, l'administration **remboursera** au déposant toute somme versée en ce qui concerne la demande d'examen préliminaire international.
3. **ATTENTION**
Puisque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée, elle n'a pas pour effet—en ce qui concerne certains offices—de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.
4. Une copie de la présente notification a été envoyée au Bureau international.

Bureau international de l'OMPI
34, chemin des Colombettes
1211 Genève 20, Suisse

Fonctionnaire autorisé

n° de télécopieur (41-22) 740.14.35

n° de téléphone (41-22) 338.91.11

FORMULAIRES DU PCT

(Annexe A des Instructions administratives du PCT)

ADDENDUM À LA TROISIÈME PARTIE

Formulaires concernant le Bureau international

Le présent addendum comporte certains formulaires qui ont été modifiés
et sont en vigueur à compter d'avril 2002

**LISTE DES FORMULAIRES CONCERNANT
LE BUREAU INTERNATIONAL
(en vigueur à compter d'avril 2002)**

<i>Numéro du formulaire</i>	<i>Titre du formulaire</i>	<i>Dispositions auxquelles le formulaire se réfère</i>
PCT/IB/301	NOTIFICATION DE LA RÉCEPTION DE L'EXEMPLAIRE ORIGINAL	règle 24.2.a) du PCT
PCT/IB/308	AVIS INFORMANT LE DÉPOSANT DE LA COMMUNICATION DE LA DEMANDE INTERNATIONALE AUX OFFICES DÉSIGNÉS	règle 47.1.c), première phrase, du PCT
PCT/IB/329	NOTIFICATION DE RÉCEPTION D'UNE DÉCLARATION VISANT DES ÉLECTIONS ULTÉRIEURES	règles 56.1.e) et f) et 61.1.c) du PCT
PCT/IB/333	INVITATION À CORRIGER DES IRRÉGULARITÉS DANS LA DÉCLARATION VISANT DES ÉLECTIONS ULTÉRIEURES	règle 60.2 du PCT
PCT/IB/334	NOTIFICATION INDIQUANT QUE LA DÉCLARATION VISANT DES ÉLECTIONS ULTÉRIEURES EST CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE OU QU'UNE ÉLECTION ULTÉRIEURE EST CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ FAITE	règle 61.1.c), troisième phrase, et instruction administrative 418 du PCT
PCT/IB/367	INVITATION À INDIQUER L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règle 59.3.f) et instructions administratives 432 et 601.b) du PCT
PCT/IB/368	NOTIFICATION RELATIVE À LA TRANSMISSION DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL À L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règle 59.3.b) et instruction administrative 432 du PCT
PCT/IB/369	NOTIFICATION INDIQUANT QU'UNE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL EST CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE	règle 59.3.d) du PCT

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION DE LA RÉCEPTION DE L'EXEMPLAIRE ORIGINAL

(règle 24.2.a) du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)	NOTIFICATION IMPORTANTE
Référence du dossier du déposant ou du mandataire	Demande internationale n°

Il est **notifié** au déposant que le Bureau international a reçu l'exemplaire original de la demande internationale précisée ci-après.

Nom(s) du ou des déposants et de l'État ou des États pour lesquels ils sont déposants :

Date du dépôt international :

Date(s) de priorité revendiquée(s) :

Date de réception de l'exemplaire original
par le Bureau international :

Liste des offices désignés :

ATTENTION : Le déposant doit soigneusement vérifier les indications figurant dans la présente notification. En cas de divergence entre ces indications et celles que contient la demande internationale, il doit aviser immédiatement le Bureau international. **En outre, l'attention du déposant est appelée sur les renseignements suivants donnés dans l'annexe :**

- délais dans lesquels doit être abordée la phase nationale – **voir renseignements importants mis à jour (à compter d'avril 2002)**
- confirmation des désignations faites par mesure de précaution (le cas échéant)
- exigences relatives aux documents de priorité (le cas échéant)

Une copie de la présente notification est envoyée à l'office récepteur et à l'administration chargée de la recherche internationale.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse n° de télécopieur (41-22) 740.14.35	Fonctionnaire autorisé n° de téléphone (41-22) 338.91.11
---	---

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OUVERTURE DE LA PHASE NATIONALE

Il est rappelé au déposant qu'**il doit aborder la "phase nationale"** auprès de chacun des offices désignés indiqués sur la page de couverture de la présente notification en payant les taxes nationales et en remettant les traductions, comme prévu par les articles 22 et 39 et par les législations nationales applicables. De plus, le déposant devra dans certains cas satisfaire à **d'autres exigences particulières** applicables dans certains offices. **Il lui appartient** de veiller à remplir en temps voulu les conditions requises pour l'ouverture de la phase nationale. La majorité des offices n'envoient pas de rappel à l'approche de la date limite pour aborder la phase nationale.

Le **délai applicable** pour l'ouverture de la phase nationale sera, **sous réserve de ce qui est dit au paragraphe suivant**, de **30 MOIS** à compter de la date de priorité, non seulement en ce qui concerne tout office élu lorsqu'une demande d'examen préliminaire international aura été présentée avant l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité (voir l'article 39.1)), mais également en ce qui concerne tout office désigné, en l'absence de présentation d'une telle demande d'examen, lorsque l'article 22.1) tel que modifié avec effet au 1^{er} avril 2002 sera applicable audit office désigné. Pour plus de renseignements, voir la Gazette du PCT n° 44/2001 du 1^{er} novembre 2001, pages 19927, 19933 and 19935, ainsi que le bulletin PCT Newsletter, numéros d'octobre et de novembre 2001 et de février 2002.

En pratique, **des délais autres que celui de 30 mois vont continuer de s'appliquer**, pour des durées variables, en ce qui concerne certains offices désignés et élus. Pour des **misés à jour régulières quant aux délais applicables (20, 21, 30 ou 31 mois ou autre délai)**, office par office, on se reportera à la Gazette du PCT (la partie "section IV" publiée chaque semaine), au bulletin PCT Newsletter (publié chaque mois) ainsi qu'aux chapitres nationaux pertinents dans le volume II du Guide du déposant du PCT (dont la version papier est mise à jour normalement deux fois par an et la version Internet normalement chaque semaine). Enfin, un tableau cumulatif de tous les délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale est accessible sur le site Internet de l'OMPI, par l'intermédiaire de liens à partir de diverses pages du site, y compris celles de la Gazette, de la Newsletter et du Guide, à l'adresse suivante: <http://www.wipo.int/pct/fr/index.html>.

Des informations relatives aux exigences concernant la **présentation d'une demande d'examen préliminaire international** figurent dans le Guide du déposant du PCT, volume I/A, chapitre IX. Seul un déposant qui est ressortissant d'un État contractant du PCT lié par le chapitre II ou qui y a son domicile peut présenter une demande d'examen préliminaire international (actuellement, tous les États contractants du PCT sont liés par le chapitre II).

CONFIRMATION DES DÉSIGNATIONS FAITES PAR MESURE DE PRÉCAUTION

Seules les désignations expresses faites dans la requête conformément à la règle 4.9.a) figurent dans la présente notification. Il est important de vérifier si ces désignations ont été faites correctement. Des erreurs dans les désignations peuvent être corrigées lorsque des désignations ont été faites par mesure de précaution en vertu de la règle 4.9.b). Toute désignation ainsi faite peut être confirmée conformément aux dispositions de la règle 4.9.c) avant l'expiration d'un délai de 15 mois à compter de la date de priorité (ce délai ne peut pas être prorogé). En l'absence de confirmation, une désignation faite par mesure de précaution sera considérée comme retirée par le déposant. Il ne sera adressé aucun rappel ni invitation. Pour confirmer une désignation, il faut déposer une déclaration précisant l'État désigné concerné (avec l'indication de la forme de protection ou de traitement souhaitée) et payer les taxes de désignation et de confirmation. La déclaration de confirmation et le paiement doivent parvenir à l'office récepteur dans le délai de 15 mois.

EXIGENCES RELATIVES AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ

Pour les déposants qui n'ont pas encore satisfait aux exigences relatives aux documents de priorité, il est rappelé ce qui suit.

Lorsque la priorité d'une demande nationale, régionale ou internationale antérieure est revendiquée, le déposant doit présenter une copie de cette demande antérieure, certifiée conforme par l'administration auprès de laquelle elle a été déposée ("document de priorité"), à l'office récepteur (qui la transmettra au Bureau international) ou directement au Bureau international, avant l'expiration d'un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, étant entendu que tout document de priorité peut être présenté au Bureau international avant la date de publication de la demande internationale, auquel cas ce document sera réputé avoir été reçu par le Bureau international le dernier jour du délai de 16 mois (règle 17.1.a)).

Lorsque le document de priorité est délivré par l'office récepteur, le déposant peut, au lieu de présenter ce document, demander à l'office récepteur de le préparer et de le transmettre au Bureau international. La requête à cet effet doit être formulée avant l'expiration du délai de 16 mois et peut être soumise au paiement d'une taxe (règle 17.1.b)).

Si le document de priorité en question n'est pas fourni au Bureau international, ou si la demande adressée à l'office récepteur de préparer et de transmettre le document de priorité n'a pas été faite (et la taxe correspondante acquittée, le cas échéant) avant l'expiration du délai applicable mentionné aux paragraphes précédents, tout État désigné peut ne pas tenir compte de la revendication de priorité; toutefois, aucun office désigné ne peut décider de ne pas tenir compte de la revendication de priorité avant d'avoir donné au déposant la possibilité, à l'ouverture de la phase nationale, de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce.

Lorsque plusieurs priorités sont revendiquées, la date de priorité à prendre en considération aux fins du calcul du délai de 16 mois est la date du dépôt de la demande la plus ancienne dont la priorité est revendiquée.

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

AVIS INFORMANT LE DÉPOSANT DE LA COMMUNICATION DE LA DEMANDE INTERNATIONALE AUX OFFICES DÉSIGNÉS

(règle 47.1.c), première phrase, du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)		AVIS IMPORTANT	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire			
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)	
Déposant			

1. Il est notifié par la présente qu'à la date indiquée ci-dessus comme date d'expédition de cet avis, le Bureau international a **communiqué**, comme le prévoit l'article 20, la demande internationale aux offices désignés suivants :

Conformément à la règle 47.1.c), troisième phrase, ces offices acceptent le présent avis comme preuve déterminante du fait que la communication de la demande internationale a bien eu lieu à la date d'expédition indiquée plus haut, et le déposant n'est pas tenu de remettre de copie de la demande internationale à l'office ou aux offices désignés.

2. Les offices désignés suivants ont renoncé à l'exigence selon laquelle cette communication doit être effectuée à cette date:

La communication sera effectuée seulement sur demande de ces offices. De plus, le déposant n'est pas tenu de remettre de copie de la demande internationale aux offices en question (règle 49.1)a-bis)).

3. Le présent avis est accompagné d'une copie de la demande internationale publiée par le Bureau international le

_____ (date) sous le numéro WO/ _____ .

4. DELAIS pour la présentation d'une demande d'examen préliminaire international et pour l'ouverture de la phase nationale

Le délai applicable pour l'ouverture de la phase nationale sera, **sous réserve de ce qui est dit au paragraphe suivant**, de **30 MOIS** à compter de la date de priorité, non seulement en ce qui concerne tout office élu lorsqu'une demande d'examen préliminaire international aura été présentée avant l'expiration du délai de **19 mois** à compter de la date de priorité (voir l'article 39.1)), mais également en ce qui concerne tout office désigné, en l'absence de présentation d'une telle demande d'examen, lorsque l'article 22.1) tel que modifié avec effet au 1^{er} avril 2002 sera applicable audit office désigné. Pour plus de renseignements, voir la *Gazette du PCT* no 44/2001 du 1^{er} novembre 2001, pages 19927, 19933 and 19935, ainsi que le bulletin *PCT Newsletter*, numéros d'octobre et de novembre 2001 et de février 2002.

En pratique, **des délais autres que celui de 30 mois** vont continuer de s'appliquer, pour des durées variables, en ce qui concerne certains offices désignés et élus. Pour des **mises à jour régulières quant aux délais applicables** (20, 21, 30 ou 31 mois ou autre délai), office par office, on se reportera à la *Gazette du PCT*, au bulletin *PCT Newsletter* ainsi qu'aux chapitres nationaux pertinents dans le volume II du *Guide du déposant du PCT*, accessibles sur le site Internet de l'OMPI, par l'intermédiaire de liens à partir de diverses pages du site, y compris celles de la *Gazette*, de la *Newsletter* et du *Guide*, à l'adresse suivante : <http://www.wipo.int/pct/fr/index.html>.

Quant à la présentation d'une **demande d'examen préliminaire international**, voir le *Guide du déposant du PCT*, volume I/A, chapitre IX. Seul un déposant qui est ressortissant d'un État contractant du PCT lié par le chapitre II ou qui y a son domicile peut présenter une demande d'examen préliminaire international (actuellement, tous les États contractants du PCT sont liés par le chapitre II).

Le déposant est **seul responsable** du respect de tous les délais visés ci-dessus.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse n° de télécopieur (41-22) 740.14.35	Fonctionnaire autorisé n° de téléphone (41-22) 338.91.11
---	---

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION DE RÉCEPTION D'UNE DÉCLARATION VISANT DES ÉLECTIONS ULTÉRIEURES

(règles 56.1.e) et f) et 61.1.c) du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)		NOTIFICATION IMPORTANTE	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire			
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)	
Déposant			

1. Il est notifié au déposant que le Bureau international a reçu une déclaration visant l'élection ultérieure des Etats suivants :

2. La date de réception de la déclaration est le _____ .

3. Cette date est :

- la date effective de réception de la déclaration d'élection ultérieure d'Etats.
- la date de réception de la correction remise par le déposant sur l'invitation du Bureau international (règle 60.2.b)).

4. **ATTENTION**

- Cette date de réception est **postérieure** à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, ces élections ultérieures n'ont pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse n° de télécopieur (41-22) 740.14.35	Fonctionnaire autorisé n° de téléphone (41-22) 730.91.11
---	---

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

INVITATION À CORRIGER DES IRRÉGULARITÉS DANS LA DÉCLARATION VISANT DES ÉLECTIONS ULTÉRIEURES

(règle 60.2 du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)		DÉLAI DE RÉPONSE UN MOIS à compter de la date d'expédition indiquée ci-dessus. Voir aussi ci-après.	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire			
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)	
Déposant			

Le déposant est **invité à corriger**, dans le délai indiqué plus haut, **les irrégularités suivantes** que le Bureau international a relevées dans la déclaration d'élection ultérieure d'Etats reçue le : _____ :

1. La déclaration ne contient pas l'élection d'au moins un Etat contractant lié par le chapitre II (règle 60.2.b)).
2. La déclaration ne contient pas les indications requises permettant d'identifier la demande internationale et la demande d'examen préliminaire international à laquelle elle se rapporte (règle 56.1.a) (*préciser*) :

3. La déclaration n'est pas signée de la manière prescrite (règles 56.1.b) et c) et 90.4) (*préciser*) :

4. La déclaration n'est pas établie dans la langue de la demande d'examen préliminaire international, qui est _____ (règle 56.5).

Effet de la date de réception des corrections sur la date de l'élection ultérieure :

- i) Si les irrégularités visées aux points 1 et 2 sont corrigées dans le délai indiqué plus haut, la déclaration sera considérée comme ayant été reçue à la date de réception des corrections (règle 60.2.b)). Si cette date tombe après l'expiration d'un délai de 19 mois à compter de la date de priorité, l'ouverture de la phase nationale auprès des offices visés dans l'élection ultérieure **NE SERA PAS** différée jusqu'à l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité, en ce qui concerne **certains offices désignés**. En ce qui concerne **d'autres offices désignés**, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera même si ladite date de réception est postérieure à l'expiration du délai de 19 mois. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.
- ii) Si les irrégularités visées aux points 3 et 4 sont corrigées dans le délai indiqué plus haut, la déclaration sera considérée comme ayant été reçue à la date à laquelle elle a effectivement été présentée (règle 60.2.b)).

Effet de l'absence de correction des irrégularités dans le délai indiqué plus haut :

- i) S'agissant d'irrégularités visées aux points 1, 2 et 4, la déclaration sera considérée comme n'ayant pas été présentée.
- ii) S'agissant d'irrégularités visées au point 3, l'élection de l'Etat ou des Etats en cause sera considérée comme n'ayant pas été faite.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse n° de télécopieur (41-22) 740.14.35	Fonctionnaire autorisé n° de téléphone (41-22) 730.91.11
---	---

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION INDIQUANT QUE LA DÉCLARATION
VISANT DES ÉLECTIONS ULTÉRIEURES EST
CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ
PRÉSENTÉE OU QU'UNE ÉLECTION ULTÉRIEURE
EST CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ FAITE
(règle 61.1.c), troisième phrase, et
instruction administrative 418 du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire	NOTIFICATION IMPORTANTE Voir le paragraphe 2 ci-après
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)
Déposant	

- Il est notifié au déposant que **la déclaration visant des élections ultérieures a été considérée comme n'ayant pas été présentée** du fait que le déposant n'a pas donné suite, dans le délai prescrit, à l'invitation à corriger les irrégularités contenues dans la déclaration en question (formulaire PCT/IB/333).
- Il est notifié au déposant que l'élection de l'Etat ou des Etats suivants : _____ faite dans la déclaration d'élection ultérieure, est considérée comme n'ayant pas été faite car la déclaration :
 - n'est pas signée.
 - n'est pas signée par tous les déposants ayant cette qualité pour les Etats élus ultérieurement.
 - n'est pas accompagnée d'une explication de l'absence de signature d'un déposant pour l'élection ultérieure des Etats-Unis d'Amérique.
 - est signée apparemment par un mandataire/représentant commun mais
 - la déclaration n'est pas accompagnée d'un pouvoir le désignant.
 - le pouvoir joint à la déclaration n'est pas signé par tous les déposants ayant cette qualité pour les Etats élus ultérieurement.
- RAPPEL CONCERNANT L'OUVERTURE DE LA PHASE NATIONALE (article 22)**

Le déposant peut devoir aborder la phase nationale auprès de **certains des offices désignés** qui n'ont pas été élus en payant la ou les taxes nationales et en remettant une traduction de la demande internationale, comme prescrit, dans un délai de 20 mois à compter de la date de priorité (ou même au-delà dans certains offices). **Cependant**, en ce qui concerne **d'autres offices désignés**, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.
- Une copie de la présente notification a été envoyée à l'office ou aux offices qui ont été notifiés de leur élection.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse n° de télécopieur (41-22) 740.14.35	Fonctionnaire autorisé n° de téléphone (41-22) 730.91.11
---	---

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

INVITATION À INDIQUER L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

(règle 59.3.f) et
instructions administratives 432 et 601.b) du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)		DÉLAI DE RÉPONSE 15 jours à compter de la date d'expédition indiquée ci-dessus ou 19 mois à compter de la date de priorité, le délai expirant en dernier devant s'appliquer
Référence du dossier du déposant ou du mandataire		
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)
Déposant		

1. a. Le Bureau international a **reçu** directement du déposant, à la date indiquée ci-dessous, une demande d'examen préliminaire international pour la demande internationale :
- _____ (date de réception par le Bureau international)
- b. Un office récepteur, une administration chargée de la recherche internationale ou une administration chargée de l'examen préliminaire international a transmis au Bureau international une demande d'examen préliminaire international pour la demande internationale qu'il ou elle avait reçue le:
- _____ (date de réception par l'office ou l'administration)
2. Le déposant est **invité**, dans le délai indiqué plus haut, à **indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international** à laquelle la demande d'examen préliminaire international devrait être transmise (règle 59.3.c)ii).
- En cas d'absence de réponse à la présente invitation** dans le délai indiqué plus haut, le Bureau international déclarera que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (règle 59.3.d).
3. La date de réception indiquée plus haut a été apposée sur la demande d'examen préliminaire international; **à condition que le déposant réponde à la présente invitation dans le délai indiqué plus haut, la demande d'examen préliminaire international, conformément à la règle 59.3.e), sera considérée comme ayant été reçue à cette date par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.**

ATTENTION

Cette date de réception est **postérieure** à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, la demande d'examen préliminaire international n'a pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

(Le cas échéant) La présente notification confirme les renseignements donnés par téléphone, par télécopie ou lors d'une entrevue le : _____

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse n° de télécopieur (41-22) 740.14.35	Fonctionnaire autorisé n° de téléphone (41-22) 338.91.11
---	---

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION RELATIVE À LA TRANSMISSION DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL À L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

(règle 59.3.b) et
instruction administrative 432 du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)		NOTIFICATION IMPORTANTE	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire			
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)	
Déposant			

1. a. Le Bureau international a **reçu** directement du déposant, à la date indiquée ci-dessous, une demande d'examen préliminaire international pour la demande internationale :

_____ (date de réception par le Bureau international)

b. Un office récepteur, une administration chargée de la recherche internationale ou une administration chargée de l'examen préliminaire international a transmis au Bureau international une demande d'examen préliminaire international pour la demande internationale qu'il ou elle avait reçue le :

_____ (date de réception par l'office ou l'administration)

2. Il est **notifié** au déposant que le Bureau international a **transmis la demande d'examen préliminaire international directement à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international** qui est :

3. La date de réception indiquée plus haut a été apposée sur la demande d'examen préliminaire international; **celle-ci, conformément à la règle 59.3.e, sera considérée comme ayant été reçue à cette date par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.**

ATTENTION : Cette date de réception est **postérieure** à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, la demande d'examen préliminaire international n'a pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

(Le cas échéant) La présente notification confirme les renseignements donnés par téléphone, par télécopie ou lors d'une entrevue le : _____

4. Une copie de la présente notification a été envoyée à l'administration chargée de l'examen préliminaire international indiquée plus haut.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse n° de télécopieur (41-22) 740.14.35	Fonctionnaire autorisé n° de téléphone (41-22) 338.91.11
---	---

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION INDIQUANT QU'UNE
DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL EST CONSIDÉRÉE
COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE

(règle 59.3.d) du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)		NOTIFICATION IMPORTANTE	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire			
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)	
Déposant			

1. Il est notifié au déposant que le **Bureau international déclare que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée** étant donné que le déposant n'a pas fourni dans le délai mentionné dans l'invitation (formulaire PCT/IB/367) l'indication relative à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international à laquelle ladite demande d'examen aurait dû être transmise.

2. Par conséquent, le Bureau international **remboursera** au déposant toute somme versée en ce qui concerne la demande d'examen préliminaire international.

3. ATTENTION

Puisque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée, elle n'a pas pour effet—en ce qui concerne certains offices—de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse n° de télécopieur (41-22) 740.14.35	Fonctionnaire autorisé n° de téléphone (41-22) 338.91.11
---	---

FORMULAIRES DU PCT

(Annexe A des Instructions administratives du PCT)

ADDENDUM À LA QUATRIÈME PARTIE

Formulaires concernant l'administration chargée de l'examen préliminaire international

Le présent addendum comporte certains formulaires qui ont été modifiés
et sont en vigueur à compter d'avril 2002

**LISTE DES FORMULAIRES CONCERNANT
LES ADMINISTRATIONS CHARGÉES
DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
(en vigueur à compter d'avril 2002)**

<i>Numéro du formulaire</i>	<i>Titre du formulaire</i>	<i>Dispositions auxquelles le formulaire se réfère</i>
PCT/IPEA/402	NOTIFICATION DE LA RÉCEPTION DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL PAR L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règles 59.3.e) et 61.1.b), première phrase, et instruction administrative 601.a) du PCT
PCT/IPEA/404	INVITATION À CORRIGER DES IRRÉGULARITÉS DANS LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règle 60.1 du PCT
PCT/IPEA/407	NOTIFICATION INDIQUANT QUE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL EST CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE	règles 55.2.d), 54.4 et 61.1.b), deuxième phrase, du PCT
PCT/IPEA/436	NOTIFICATION RELATIVE À LA TRANSMISSION DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL AU BUREAU INTERNATIONAL OU À L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règle 59.3.a) et f) et instruction administrative 601.b) du PCT
PCT/IPEA/439	NOTIFICATION INDIQUANT QUE CERTAINES ÉLECTIONS SONT CONSIDÉRÉES COMME N'AYANT PAS ÉTÉ FAITES	règle 60.1.d) du PCT
PCT/IPEA/442	INVITATION À INDIQUER L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL	règle 59.3.f) et instruction administrative 601.b) du PCT
PCT/IPEA/444	NOTIFICATION DE L'ADMINISTRATION NON COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL INDIQUANT QU'UNE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL EST CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE	règle 59.3.d) et f) du PCT

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION DE LA RÉCEPTION
DE LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL PAR L'ADMINISTRATION
COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

(règles 59.3.e) et 61.1.b), première phrase, et
instruction administrative 601.a) du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)
--

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	NOTIFICATION IMPORTANTE	
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)
Déposant		

<p>1. Il est notifié au déposant que l'administration chargée de l'examen préliminaire international considère la date suivante comme étant la date de réception de la demande d'examen préliminaire international de la demande internationale :</p> <p style="text-align: center;">_____</p>
<p>2. Cette date de réception est</p> <p><input type="checkbox"/> la date effective de réception de la demande d'examen préliminaire international par l'administration (règle 61.1.b)).</p> <p><input type="checkbox"/> la date effective de réception de la demande d'examen préliminaire international pour le compte de l'administration (règle 59.3.e)).</p> <p><input type="checkbox"/> la date à laquelle l'administration a reçu, en réponse à l'invitation à corriger des irrégularités dans la demande d'examen préliminaire international (formulaire PCT/IPEA/404), les corrections à apporter à cette dernière.</p>
<p>3. <input type="checkbox"/> ATTENTION : Cette date de réception est postérieure à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, la demande d'examen préliminaire international n'a pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. Cependant, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du <i>Guide du déposant du PCT</i> et le site internet de l'OMPI.</p> <p><input type="checkbox"/> (<i>Le cas échéant</i>) La présente notification confirme les renseignements donnés par téléphone, par télécopie ou lors d'une entrevue le : _____</p>
<p>4. Dans le cas visé au paragraphe 3, une copie de la présente notification a été envoyée au Bureau international.</p>

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

INVITATION À CORRIGER DES IRRÉGULARITÉS DANS LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

(règle 60.1 du PCT)

Destinataire :	Date d'expédition (jour/mois/année)
Référence du dossier du déposant ou du mandataire	DÉLAI DE RÉPONSE UN MOIS à compter de la date d'expédition indiquée ci-dessus. Voir aussi plus loin.
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)
Déposant	

Le déposant est **invité à corriger** dans le délai indiqué plus haut **les irrégularités suivantes** que l'administration chargée de l'examen préliminaire international a constatées dans la demande d'examen préliminaire international :

1. Elle ne contient pas l'élection d'au moins un État contractant lié par le chapitre II (règles 53.2.a)iv) et 53.7).
2. Elle ne permet pas l'identification de la demande internationale à laquelle elle se rapporte (règle 60.1.b)).
3. Elle ne contient pas la pétition requise (règles 53.2.a)i) et 53.3).
4. Elle ne contient pas les indications requises concernant le mandataire, qui sont précisées dans l'annexe (règles 53.2.a)ii) et 53.5).
5. Elle ne contient pas les indications requises concernant la demande internationale, qui sont précisées dans l'annexe (règles 53.2.a)iii) et 53.6).
6. Elle n'est pas présentée dans la langue prescrite, qui est : _____ (règle 55.1.).
7. Elle n'est pas établie sur le formulaire imprimé (règle 53.1.a)).
8. Elle est présentée sous la forme d'un imprimé d'ordinateur qui n'est pas conforme aux prescriptions figurant dans les instructions administratives (règle 53.1.a)).
9. Elle ne contient pas les indications requises concernant le déposant qui sont précisées dans l'annexe (règles 53.2.a)ii) et 53.4).
10. Elle ne contient pas la signature requise selon les modalités précisées dans l'annexe (règles 53.2.b) et 53.8).

Effet de la date de réception des corrections sur la date de réception de la demande d'examen préliminaire international :

- i) Si les irrégularités visées aux points 1 et 2 sont corrigées dans le délai indiqué plus haut, la demande d'examen préliminaire international sera considérée comme ayant été reçue à la date de réception des corrections (règle 60.1.b)). Si cette date tombe après l'expiration d'un délai de 19 mois à compter de la date de priorité, l'ouverture de la phase nationale auprès des offices visés dans cette élection tardive **NE SERA PAS** différée jusqu'à l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité, en ce qui concerne **certaines offices désignés**. En ce qui concerne **d'autres offices désignés**, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera même si ladite date de réception est postérieure à l'expiration du délai de 19 mois. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.
- ii) Si les irrégularités visées aux points 3 à 10 sont corrigées dans le délai indiqué plus haut, la demande d'examen préliminaire international sera considérée comme ayant été reçue à la date à laquelle elle a effectivement été présentée (règle 60.1.b)).

Effet de l'absence de correction des irrégularités dans le délai indiqué plus haut :

- i) S'agissant d'irrégularités visées aux points 1 à 8, l'administration déclarera que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée.
- ii) S'agissant d'irrégularités visées aux points 9 et 10, l'administration déclarera que l'élection de l'État ou des États en cause est considérée comme n'ayant pas été faite.

Une copie de la présente invitation a été envoyée au Bureau international.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION INDIQUANT QUE LA DEMANDE
D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
EST CONSIDÉRÉE COMME N'AYANT
PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE

(règles 55.2.d), 54.4 et 61.1.b), deuxième phrase, du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition (jour/mois/année)
--

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	NOTIFICATION IMPORTANTE
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)
Déposant	

1. Il est notifié au déposant que **l'administration chargée de l'examen préliminaire international déclare que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée**, pour le motif suivant :

- a. le déposant n'a pas le droit de présenter une demande d'examen préliminaire international (voir l'article 31.2.a) et la règle 54.4.a) car
- il n'est pas domicilié dans un État contractant lié par le chapitre II du PCT ni le national d'un tel État.
- la demande internationale n'a pas été déposée auprès de l'office récepteur d'un État contractant, ou agissant pour un État contractant, lié par le chapitre II du PCT.
- b. il n'a pas été donné suite dans le délai indiqué dans l'invitation (formulaire PCT/IPEA/440) à payer le montant prescrit de la ou des taxes suivantes :
- la taxe d'examen préliminaire la taxe de traitement la taxe pour paiement tardif
- c. il n'a pas été donné suite dans le délai indiqué dans l'invitation (formulaire PCT/IPEA/404) à corriger des irrégularités dans la demande d'examen préliminaire international.
- d. la traduction de la demande internationale n'a pas été remise dans le délai fixé dans l'invitation (formulaire PCT/IPEA/443).

2. Par conséquent, l'administration **remboursera** au déposant toute somme versée en ce qui concerne la demande d'examen préliminaire international (règles 57.6.ii), 58.3 et 58bis.1.b)) :

- intégralement à concurrence de _____

3. ATTENTION

Puisque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée, elle n'a pas pour effet—en ce qui concerne certains offices—de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans le délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité en ce qui concerne certains offices désignés. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 (ou plus) mois s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

4. Une copie de la présente notification a été envoyée au Bureau international.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Destinataire :

PCT

NOTIFICATION RELATIVE À LA TRANSMISSION DE
LA DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL AU BUREAU INTERNATIONAL
OU À L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE CHARGÉE
DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
(règle 59.3.a) et f) et
instruction administrative 601.b) du PCT)

Date d'expédition (jour/mois/année)
--

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	NOTIFICATION IMPORTANTE	
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)
Déposant		

- L'administration chargée de l'examen préliminaire international, qui a **reçu** à la date indiquée ci-dessous une demande d'examen préliminaire international, n'est pas compétente en l'espèce pour effectuer cet examen :

_____ (date de réception)
- Il est **notifié** au déposant que :
 - l'administration a **transmis la demande d'examen préliminaire international au Bureau international** qui, soit la transmettra directement à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international et en informera le déposant, soit invitera le déposant à indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international à laquelle la demande d'examen préliminaire international doit être transmise.
 - l'administration a **transmis la demande d'examen préliminaire international directement à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international** qui est :
- La date de réception indiquée ci-dessus a été apposée sur la demande d'examen préliminaire international; **celle-ci, conformément à la règle 59.3.e), sera considérée comme ayant été reçue à cette date par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.**
 - ATTENTION** : Cette date de réception est **postérieure** à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, la demande d'examen préliminaire international n'a pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.
 - (Le cas échéant) La présente notification confirme les renseignements donnés par téléphone, par télécopie ou lors d'une entrevue le : _____
- Une copie de la présente notification a été envoyée au Bureau international ou à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international indiquée ci-dessus, selon le cas.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION INDIQUANT QUE CERTAINES
ÉLECTIONS SONT CONSIDÉRÉES COMME
N'AYANT PAS ÉTÉ FAITES

(règle 60.1.d) du PCT)

Destinataire :		Date d'expédition (jour/mois/année)	
Référence du dossier du déposant ou du mandataire		NOTIFICATION IMPORTANTE	
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année)	
Déposant			

1. Une invitation (formulaire PCT/IPEA/404) à corriger des irrégularités dans la demande d'examen préliminaire international a été expédiée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international le :

_____ .

2. Il n'a cependant pas été donné suite à cette invitation, dans le délai qui y était indiqué, pour ce qui concerne :

les indications requises concernant le déposant.

la signature requise du déposant.

3. **L'élection de l'Etat ou des Etats suivants est par conséquent considérée comme n'ayant pas été faite :**

4. **ATTENTION**

En ce qui concerne les offices de certains des Etats visés ci-dessus, l'ouverture de la phase nationale ne sera pas différée jusqu'à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité.

Cependant, en ce qui concerne les offices de certains des autres Etats visés ci-dessus, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

INVITATION À INDIQUER L'ADMINISTRATION
COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

(règle 59.3.f) et
instruction administrative 601.b) du PCT)

Destinataire :

Date d'expédition <i>(jour/mois/année)</i>

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	DÉLAI DE RÉPONSE 15 jours à compter de la date d'expédition indiquée ci-dessus ou 19 mois à compter de la date de priorité, le délai expirant en dernier devant s'appliquer
---	--

Demande internationale n°	Date du dépôt international <i>(jour/mois/année)</i>	Date de priorité <i>(jour/mois/année)</i>
---------------------------	--	---

Déposant

1. L'Administration chargée de l'examen préliminaire international, qui a **reçu**, à la date indiquée ci-dessous, une demande d'examen préliminaire international, n'est pas compétente pour effectuer l'examen préliminaire international de la demande internationale :

_____ *(date de réception)*

2. Le déposant est **invité**, dans le délai indiqué plus haut, à **indiquer l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international** à laquelle la demande d'examen préliminaire international doit être transmise (règle 59.3.c)ii)).

En cas d'absence de réponse à la présente invitation, dans le délai indiqué plus haut, l'administration déclarera que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (règle 59.3.d)).

3. La date de réception indiquée plus haut a été apposée sur la demande d'examen préliminaire international; **à condition que le déposant réponde à la présente invitation dans le délai indiqué plus haut, la demande d'examen préliminaire international, conformément à la règle 59.3.e), sera considérée comme ayant été reçue à cette date par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.**

ATTENTION : Cette date de réception est **postérieure** à l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité. Par conséquent, en ce qui concerne certains offices, la demande d'examen préliminaire international n'a pas pour effet de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.

(Le cas échéant) La présente notification confirme les renseignements donnés par téléphone, par télécopie ou lors d'une entrevue le : _____

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : l'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION DE L'ADMINISTRATION
NON COMPÉTENTE CHARGÉE DE L'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL INDIQUANT
QU'UNE DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL EST CONSIDÉRÉE
COMME N'AYANT PAS ÉTÉ PRÉSENTÉE

(règle 59.3.d) et f) du PCT)

Destinataire :	Date d'expédition (jour/mois/année)
Référence du dossier du déposant ou du mandataire	NOTIFICATION IMPORTANTE
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)
Déposant	

1. Il est notifié au déposant que **l'administration chargée de l'examen préliminaire international déclare que la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée** étant donné que le déposant n'a pas fourni dans le délai mentionné dans l'invitation (formulaire PCT/IPEA/442) l'indication relative à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international à laquelle ladite demande d'examen aurait dû être transmise.
2. Par conséquent, l'administration **remboursera** au déposant toute somme versée en ce qui concerne la demande d'examen préliminaire international.
3. **ATTENTION**
Puisque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée, elle n'a pas pour effet— en ce qui concerne certains offices—de différer l'ouverture de la phase nationale à 30 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité (article 39.1)) et les actes requis pour l'ouverture de la phase nationale doivent donc être accomplis dans un délai de 20 mois (ou plus dans certains offices) à compter de la date de priorité. **Cependant**, en ce qui concerne certains autres offices, le délai de 30 mois (ou plus) s'appliquera néanmoins. Voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 et, pour plus de précisions quant aux délais applicables, office par office, voir les chapitres nationaux dans le volume II du *Guide du déposant du PCT* et le site internet de l'OMPI.
4. Une copie de la présente notification a été envoyée au Bureau international.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international	Fonctionnaire autorisé
n° de télécopieur	n° de téléphone